

La classe politique entre les «oui» et les «sauf que...»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4744 - Lundi 1^{er} avril 2019 - Prix : 10 DA

Il voulait se rendre en Tunisie
**Ali Haddad arrêté
au poste frontalier
d'Oum T Boul**

Page 24

Regard

Révolution ou pas, les défis économiques du pays ne changent pas

Page 4

**Le mandat
limité de
l'émissaire
onusien
en Libye**

Par Mohamed Habili

Avant-hier, samedi, en marge du 30^e sommet de la Ligue arabe de Tunis, s'est tenue une réunion du quartet sur la Libye (composé de représentants de la Ligue arabe, de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'ONU) à l'issue de laquelle le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a annoncé l'organisation en juillet prochain, à Addis-Abeba, d'une conférence de réconciliation entre les différentes factions libyennes, mais sans donner plus de détails. Il n'y aurait rien d'étonnant dans cette initiative, elle serait même dans l'ordre des choses, si une conférence du même genre n'était pas prévue du 14 au 16 avril, dans une quinzaine de jours par conséquent, censée avoir lieu quant à elle sous l'égide de l'ONU, et fait plus remarquable encore, en Libye même. L'Union africaine serait-elle à ce point certaine que la conférence de Ghadamès est vouée à l'échec qu'elle se place sans plus attendre au-delà d'elle, et déjà comme pour remédier à celui-ci ? Ce n'est jamais bon signe que les initiatives se multiplient touchant un dossier donné. C'est même la preuve que toutes celles qui ont précédé ont été vaines parce que comportant un vice essentiel, non encore déposé, circonstance qui du même coup laisse augurer mal de celles qui viennent.

Suite en page 3

Un remaniement en profondeur opéré **Bouteflika nomme un nouveau gouvernement**



Ph/D. R.

Après plus de vingt jours d'attente, la Présidence de la république a annoncé hier soir, la formation du nouveau gouvernement. Lire page 2

En visite au Maroc

**Le pape François prône la «solidarité»
des croyants contre le «fanatisme»**

Page 3

Artistes

**Un spectacle de rue
spontané organisé à Alger**

Page 13

Un remaniement en profondeur opéré

Bouteflika nomme un nouveau gouvernement

■ Après plus de vingt jours d'attente, la Présidence de la république a annoncé hier soir, la formation du nouveau gouvernement.

Par Louiza A. R.

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé les membres du gouvernement qui sera conduit par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, désigné le 11 mars dernier, en remplacement de Ahmed Ouyahia, indique un communiqué de la Présidence de la République. Le vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd Salah a été maintenu à son poste. Ce gouvernement est composé de 27 ministres. Six membres de l'ancien gouvernement ont été reconduits. À la surprise générale Ramtane Lamamra quitte l'exécutif. « Conformément à l'article 93 de la Constitution et après consultation du Premier ministre, M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, Ministre de la Défense nationale, a nommé les membres du Gouvernement, note le communiqué repris par l'APS. Parmi les ministres retenus : Tayeb Zitouni: ministre des Moudjahidine, Houda Imane Feraoun: ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Said Djellab : ministre du Commerce, Abdelkader Benmessaooud : ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Ghania Eddalia : ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et enfin Fatma Zohra Zerouati : ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables.

Parmi les ministres retenus : - Tayeb Zitouni: ministre des



PH.D.R.

remplacement de Ramtane Lamamra
 ● Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire : Salah Eddine Dahmoune en remplacement de Noureddine Bedoui
 ● Ministre de la Justice, Garde des Sceaux : Slimane Brahmî en remplacement de Tayeb Louh
 ● Ministre des Finances : Mohamed Loukal en remplacement de Abderrahmane Raouya.
 ● Ministre de l'Énergie : Mohamed Arkab en remplacement de Mustapha Guitouni

Les nouveaux ministres sont :
 ● Ministre des Affaires étrangères : Sabri Boukadoum en

remplacement de Mohamed Aïssa

● Ministre de l'Éducation nationale : Abdelhakim Belabed en remplacement de Nouria Benghebrî

● Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique : Bouzid Tayeb en remplacement de Tahar Hadjar.

● Ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels : Moussa Dada en remplacement de Mohamed Mebarki

● Ministre de la Culture : Meriem Merdassi en rempla-

ment de Azzedine Mihoubi
 ● Ministre de la Jeunesse et des Sports : Raouf Bernaoui en remplacement de Mohamed Hattab -Ministre de l'Industrie et des Mines : Djamilia Tamazirt en remplacement de Youssef Yousfi.

-Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche : Cherif Omari en remplacement de Abdelkader Bouazghi

● Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville : Kamel Beldjoud en remplacement de Abdelwahid Temmar

● Ministre de la Communication et Porte-parole du gouvernement : Hassene Rabhi en remplacement de Kaouane Djamel

● Ministre des Travaux publics et des Transports : Mustapha Kouraba en remplacement de Abdelghani Zaalane (et de Abdelwahid Temmar, interim)

● Ministre des Ressources en eau: Ali Hamam en remplacement de Hocine Necib

● Ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière : Mohamed Miraoui

● Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : Hassan Tidjani Haddam en remplacement de Mourad Zemali

● Fethi Khouil: ministre des Relations avec le Parlement

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Enfin, conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a également nommé ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, secrétaire général du gouvernement. L. A. R./APS

Récentes propositions du chef d'état-major

La classe politique entre les «oui» et les «sauf que...»

Contrairement à ce que l'on attendait, les réactions aux discours prononcés avant-hier par le vice-ministre de la Défense n'ont pas été nombreuses, notamment de la part des partis de l'Alliance présidentielle. Ahmed Gaïd Salah avait déclaré que la crise politique dans laquelle est plongée l'Algérie depuis plusieurs semaines, ne pourrait trouver un début de solution qu'avec l'application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution. Par contre, l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, le MSP, le Front El Moustaqbal et Talaié El Houriyat n'ont pas tardé à réagir. Commentant hier dans l'émission «L'invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, cette proposition du chef des armées, l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, rappelle que parce que Gaïd Salah a finalement compris que la rue «était contre cette idée» et que le Conseil constitutionnel n'a pas répondu «assez rapidement», qu'il a décidé de se référer aux articles 7 et 8 édictant que la souveraineté revient au peuple et que celui-ci possède les capaci-

tés constitutionnelles pour gérer ses institutions. En outre, rappelant que le Conseil constitutionnel a hésité à appliquer l'article 102 de la Constitution déclarant l'état d'empêchement du président de la République, pour cause de maladie, l'ancien Chef du gouvernement suggère de le contourner en respectant les règles constitutionnelles. Et pour cause, dira-t-il, en recourant aux articles 7 et 8 de la Constitution, il est possible d'instituer une période transitoire de 8 à 12 mois, «sans avoir à passer» par la période de 45 plus 90 jours et à nécessairement confier les rênes du pouvoir présidentiel au président du Sénat, une option rejetée par les manifestants. En somme, avec ce nouveau rapport de force, dont il estime qu'il penche en faveur de la rue, Benbitour appelle cette dernière à se définir un objectif clairement établi et à décider qui sera son représentant, pour faire partir le système actuel de gouvernance et le remplacer. Pour Ali Benflis, président du parti Talaié El Houriyat, la démarche du Haut Commandement de l'ANP en faveur d'une sortie de crise poli-

tique que traverse le pays, dans un cadre constitutionnel, répond à une «demande populaire pressante». «Le Haut Commandement de l'ANP a réaffirmé son attachement à une sortie constitutionnelle de cette impasse. Il a proposé comme cadre constitutionnel à cette sortie de crise une mise en œuvre combinée des articles 7, 8 et 102 de la Constitution», note-t-il Benflis.

Souhaitant ainsi que «lorsque la survie de l'Etat national est en jeu, elle prend le pas sur toutes les autres considérations». Néanmoins, il affirmait que «le mérite de cette démarche tient d'abord au fait qu'elle répond à une demande populaire pressante, mais elle tient surtout à la trajectoire dans laquelle elle s'inscrit, celle de la défense de l'Etat national et des buts de la révolution démocratique pacifique». «Dans ce contexte, je tiens à souligner le choix fait par le Haut Commandement de l'ANP de situer sa contribution au règlement de la crise actuelle dans les limites permises par un ordre constitutionnel que les forces extraparlementaires s'emploient à rendre inopérant», a-t-il

relevé, mettant en avant que «ce choix, malgré toutes les difficultés qu'il peut rencontrer, témoigne du caractère républicain de nos forces armées», ajoute le communiqué. Pour Benflis, «la référence à l'article 8 de la Constitution dans le communiqué du MDN est loin d'être anodine», précisant que «lorsque l'indépendance et la souveraineté nationales sont menacées par un effondrement généralisé des institutions, la mission de préservation de l'Etat national est pour tous un devoir sacré». Ceci étant, il ne manquera pas de relever que le communiqué du Haut Commandement de l'ANP «tire la sonnette d'alarme sur la gravité de la situation actuelle», considérant que «chacun d'entre nous mesure la gravité exceptionnelle de cette situation à laquelle le pays est confronté».

Quant à Abderrezak Makri, dans un post publié sur sa page Facebook officielle, il affirme être «contre les menaces planant sur la stabilité du pays, l'unité nationale et contre les complots visant l'institution militaire d'une quelconque façon, peu importe leurs auteurs».

En outre, se disant également «contre une implication de l'armée dans les conflits politiques», le chef du MSP affirmera: «Nous sommes avec l'institution militaire dans le cadre de ses prérogatives constitutionnelles, avec l'accompagnement de l'armée pour arriver à une solution, réaliser le consensus national et la transition démocratique douce, mais sans qu'elle ne contrôle le pouvoir politique».

Enfin, le Front El Moustaqbal, dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion extraordinaire de son bureau national, considérera que le recours à ces trois articles du texte fondamental du pays demeure «la solution la plus efficace et la plus sûre pour une sortie de crise, évitant au pays des dérives qui porteraient préjudice à sa sécurité et sa sérénité». Et de souligner l'impératif du soutien des institutions constitutionnelles face à toute tentative, quelle qu'en soit la source, pouvant nuire à l'ordre général ainsi qu'à la sécurité et l'unité du pays, et ce, conformément à l'article 8 de la Constitution

Lynda Naili

En dépit d'un recul des exportations en 2018

Hausse du chiffre d'affaires à l'exportation de Sonatrach

■ La compagnie nationale des hydrocarbures a rendu publics ses résultats pour l'année écoulée. En dépit d'une diminution du volume global de ses exportations, les résultats de la compagnie sont en nette progression par rapport à l'année 2017.

Par Louiza Ait Ramdane

L'année 2018 a été l'occasion pour Sonatrach d'accomplir d'autres progrès. Dans le détail, le groupe Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation de près de 39 milliards de dollars en 2018, contre 33,2 milliards de dollars en 2017, en hausse de 17,5%. Ce chiffre d'affaires a été atteint en dépit d'une légère diminution du volume global exporté. Ce volume est passé à 98,9 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) en 2018, contre 106,2 millions de TEP en 2017, soit une baisse de près de 7%. Cette diminution a été enregistrée en raison notamment de la mise en œuvre de l'accord Opep-non Opep de réduction de la production de pétrole brut. En ajoutant les quantités destinées au marché national (52,5 millions TEP), les volumes d'hydrocarbures liquides et gazeux commercialisés en 2018 ont atteint 151,4 millions de TEP contre 161,2 millions de TEP en 2017, en baisse de 6,1%.

Concernant les activités d'exploitation, la production primaire de pétrole brut avait atteint 49,3 millions de tonnes (contre 48,5 millions de tonnes en 2017), dont 20,7 millions de tonnes produites en association avec des



compagnies étrangères en 2018.

Par contre, la production primaire de condensat s'est élevée à 8,9 millions de tonnes (contre 9 millions de tonnes en 2017), dont 2,1 millions de tonnes produites en association avec des compagnies étrangères en 2018.

Concernant la production de gaz de pétrole liquéfié (GPL), elle a atteint 7,9 millions de tonnes (contre 8 millions de

tonnes en 2017), dont 2,1 millions de tonnes en association avec des partenaires étrangers.

Quant à la production primaire de gaz naturel, elle s'est établie à 132 milliards de m3 standards (Sm3) en 2018 (contre 135 milliards Sm3 en 2017), dont 24,2 milliards Sm3 produits en association, ajoute la même source. Ainsi, le total de la production primaire totale du groupe

pe Sonatrach a été de 192,3 millions de TEP en 2018, dont 48,4 millions de TEP en association avec des compagnies étrangères. Comparativement aux réalisations de 2017 (196,5 millions de TEP produits), la production primaire totale a baissé de 2,1% en 2018. S'agissant de ses activités de liquéfaction, raffinage et pétrochimie, Sonatrach fait état d'une production de 22,2 millions m3 de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2018 contre 27,1 millions m3 en 2017. En matière de produits raffinés (pétrole brut traité et condensat), Sonatrach a produit 25,7 millions de tonnes en 2018 contre 28,2 millions de tonnes en 2017. Par ailleurs, selon le même bilan, 30 nouveaux champs pétroliers et gaziers ont été découverts en effort propre par Sonatrach en 2018, contre 33 découverts en 2017. Aussi, durant 2018, Sonatrach a achevé 80 forages d'exploration (77 seul contre 3 en association avec des partenaires), en baisse de 20% en comparaison à 2017 qui avait enregistré 101 puits terminés (100 seul, 1 en association). Les forages de développement ont également baissé en passant de 230 puits terminés en 2017 (172 seul, 58 en association) à 197 puits (171 seul, 26 en association) en 2018.

L. A. R.

En visite au Maroc

Le pape François prône la «solidarité» des croyants contre le «fanatisme»

En visite au Maroc à l'invitation du roi Mohammed VI, le pape François a défendu, devant 25 000 personnes, «la liberté de conscience» et «la liberté religieuse», permettant à chacun de vivre selon sa propre conviction religieuse. Devant le roi du Maroc Mohammed VI et près de 25 000 personnes rassemblées sur la grande esplanade de Rabat, le pape François a défendu «la liberté de conscience» et «la liberté religieuse», permettant à chacun de vivre selon sa propre conviction religieuse. «Il est indispensable d'opposer au fanatisme et au fondamentalisme la solidarité de tous les croyants, ayant comme références inestimables de notre manière d'agir les valeurs qui nous sont communes», a-t-il également déclaré, en ajoutant qu'une «préparation appropriée des futurs guides religieux est nécessaire».

Jérusalem, «patrimoine commun» des trois religions monothéistes

Le chef de l'Église catholique, le premier à se rendre au Maroc

depuis Jean-Paul II en août 1985, a également appuyé l'action de Mohammed VI en faveur d'une forme modérée de l'islam qui favorise le dialogue entre les confessions et rejette toute forme de terrorisme ou de violence prétendument commise au nom de Dieu. Dans un texte commun diffusé plus tard dans la journée, le pape et le roi ont également appelé à «préserver» Jérusalem comme «patrimoine commun des trois religions monothéistes». «Nous pensons important de préserver la Ville sainte de Jérusalem/Al Qods Acharif comme patrimoine commun de l'humanité et, par dessus tout pour les fidèles des trois religions monothéistes», ont-ils écrit, soulignant son «unicité et sacralité».

Lutter contre «les discours radicaux»

Après un tête-à-tête avec Mohammed VI au palais royal, le pape s'est rendu à l'Institut de formation des imams qui accueille des Marocains et des étrangers d'une dizaine de pays,

dont la France. Ils sont 1 300 étudiants, hommes et femmes, à suivre des cursus dans cet établissement, fer de lance de «l'islam modéré» prôné par le roi. Les uns deviendront imams, les autres prêcheurs. La mission du centre, placé sous la tutelle du roi Mohammed VI et fer de lance de sa diplomatie religieuse, est de lutter «contre les discours radicaux», selon son directeur Abdeslam Lazaar. «C'est un événement très significatif, la première fois qu'un pape est accueilli dans un institut de formation d'imams», a souligné avant la visite le porte-parole du souverain pontife, Alessandro Gisotti, alors que le pape François dénonce régulièrement toute forme d'extrémisme religieux.

Favoriser «la culture de la tolérance»

En février, lors d'une visite historique aux Émirats arabes unis, le pape et le grand imam de l'Institut de l'islam sunnite Al-Azhar au Caire, cheikh Ahmed al-Tayeb, avaient co-signé un

«document sur la fraternité humaine», appelant notamment à la liberté de croyance et d'expression et à la pleine citoyenneté pour les «minorités» discriminées. Le texte valorise «la culture de la tolérance», sans toutefois aller jusqu'à admettre le droit à ne pas adhérer à une religion. Le pape ne manquera pas d'évoquer ce document qu'il distribue désormais à tous les chefs d'État, selon Alessandro Gisotti. Au Maroc, où l'islam est la religion d'État, les autorités aiment souligner la «tolérance religieuse» qui permet aux chrétiens étrangers et aux juifs d'exercer librement leur religion. Reste que pour les Marocains considérés automatiquement comme musulmans quand ils n'appartiennent pas à la communauté juive, l'apostasie est désapprouvée par la société et le prosélytisme en faveur d'une autre religion condamné par la loi. Si le renoncement à l'islam n'est pas explicitement mentionné dans le code pénal, ceux qui sont soupçonnés d'«branler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion» peuvent être poursuivis.

LA QUESTION DU JOUR

Le mandat limité de l'émissaire onusien en Libye

Suite de la page une

De fait, la conférence de Ghadamès est encore à l'état de projet qu'une autre est déjà prévue à Addis-Abeba, avec les mêmes participants libyens, à ceci près que la partie organisatrice n'est pas la même, l'ONU pour la première, l'UA pour la seconde. Et avant la réunion du quartet en marge du sommet arabe de Tunis, d'autres ont précédé qui ont regroupé les pays voisins que sont la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie, là encore sans plus de succès. Si bien que pour résoudre la crise libyenne, ce ne serait pas exagéré de dire que tout a déjà été essayé. Pour autant, ces efforts passés n'auront pas été complètement inutiles, puisque les parties prenantes, Ghassan Salamé, l'émissaire onusien, tout le premier, ont fini par comprendre que pour trouver une issue à la crise il ne suffit pas de faire dialoguer entre elles les factions libyennes, mais également leurs soutiens étrangers, pas tous des États arabes d'ailleurs. Pour être résolue, la crise libyenne a besoin non pas seulement qu'un accord se noue entre les acteurs libyens, mais également qu'une entente parallèle survienne entre les pays qui depuis le début les ont portés de toutes les manières possibles. En principe, c'est à l'émissaire onusien qu'il revient de jouer sur les deux tableaux, d'amener au compromis Libyens et non-Libyens ayant par la force des choses sinon par le droit voix au chapitre. Le moins que l'on puisse dire est que sa tâche n'est pas facile. La raison en est simple : sa mission est de rapprocher les vues des seuls Libyens, non de trouver des solutions à des conflits qui n'en relèvent d'aucune façon, mais dont néanmoins les influences sur la crise dont il est en charge sont probablement plus qu'importantes, déterminantes. Qui veut résoudre la crise libyenne doit commencer par l'isoler de son environnement arabe, mais également de la rivalité franco-italienne dans cette partie de la Méditerranée. Sans même parler des complications africaines susceptibles de s'y greffer elles aussi, si ce n'est déjà fait. Bien entendu, il n'existe pas de crise interne à un pays où les ingérences extérieures seraient complètement étrangères. Le problème dans le cas de celle qui nous occupe, c'est que la prépondérance appartient aux facteurs externes non aux facteurs internes.

M. H.

Longtemps dans l'ombre, la petite minorité des convertis plaide ouvertement depuis 2017 pour vivre sa foi «sans persécution» et «sans discrimination».

Meriem Benchaoua

Révolution ou pas, les défis économiques du pays ne changent pas

■ Les économistes le savent, les politiques le taisent, les élites le revendiquent, mais personne ne voudrait en assumer l'impact sur la vie sociale des Algériens : l'économie algérienne a besoin d'une mutation qui touche autant la politique financière que la politique sociale du pays.

Par Filali H. Imène

Faut-il affamer les Algériens et les abandonner sur les pavés de la misère sociale pour sauver la rente pétrolière de la prédation populiste ? Rien n'est moins sûr, même si, par une mesure qui consisterait à réformer le système de couverture sociale et des subventions énergétiques, sanitaires et alimentaires, on risque de générer un impact assez ample sur une grande partie de la population qui serait par trop affectée par ce retrait financier de l'Etat qui serait, ingérable politiquement, s'il ne se faisait pas graduellement et si ce même Etat, avec tout ce qu'il peut déployer comme crédibilité, ne s'efforçait pas de donner les plus grands gages d'une répartition équitable de cet impact entre toutes les couches sociales.

Il en est ainsi. Le plus grand défi de l'économie algérienne se trouve être prioritairement un défi financier qui consiste, pour l'Etat, à optimiser les dépenses sociales sans abandonner les

couches défavorisées et celles qui risqueraient de le devenir du fait de la mutation, ainsi préconisée, qui n'est rien d'autre, en fait, que le passage d'une ère du tout social vers une ère du social ciblé et mesuré, vers une économie viable et rigoureusement gérée, en vue d'une richesse diversifiée et renouvelable.

C'est en somme une correction de la trajectoire de la révolution sociale qui a consisté à donner à un peuple, réduit et déshumanisé pendant 132 années, toutes les chances de s'insérer socialement au sein de la modernité, dans la dignité et la décence. Cette période étant révolue du fait que ses mécanismes, autrefois générateurs de dynamique sociale, sont devenus improductifs, voire même générateurs de stagnation sociale et économique en tant que carcans idéologiques qui ne servent même pas la cause alibi qui est la chose sociale.

Pour illustrer l'effet de cette politique aujourd'hui désuète et mortifère, il y a lieu de produire l'exemple de la santé et celui de l'enseignement supérieur. A force de vouloir absolument faire en sorte que tout le monde se soigne gratuitement, on soigne dans les pires conditions, de même qu'à force de vouloir absolument que tous les élèves finissent à l'université comme élites de la Nation, on a cessé de produire des élites vitales pour le pays, faisant de la majorité écrasante des étudiants une majorité intellectuellement écrasée, condamnée à un chômage endémique, sinon à l'emploi social politiquement fondé et voué, à terme, à un naufrage programmé.

C'est le cas également des entreprises publiques, dont on a longtemps dit qu'elles étaient les fleurons de leurs secteurs, et qui s'avèrent être, depuis des décennies, des gouffres financiers incommensurables, non viables des points de vue struc-



PH/D.R.

tuel et managérial, à chaque fois renflouées, pour servir et conforter l'idéologie d'un Etat au service d'un syndicalisme prolétaire, et pour préparer le terrain à un électoralisme allégeant.

La priorité également est du côté du recouvrement fiscal auquel il a été longtemps sursis, confortant l'informel, l'évasion et la fraude fiscales, permettant aux gros poissons d'accumuler d'immenses capitaux, et aux petits braconniers de parvenir et de s'ériger en modèles de réussite à des millions de jeunes, dont le pays a besoin dans les métiers de base, les innovations techno-

logiques, la recherche universitaire, les professions libérales, et dans les secteurs des services tels que l'agriculture, le tourisme, l'artisanat, etc.

L'économie parallèle, l'enrichissement facile qu'elle a favorisé et l'impunité chronique à laquelle elle a donné lieu, auxquels s'ajoutent les aberrations multiples d'un système rentier perméable à toutes les prédatrices ne permettent pas de dire si l'économie algérienne est viable ou non, car en l'état actuel des choses, elle est loin d'être suffisamment optimisée des points de vue financier, législatif,

réglementaire et des pratiques commerciales, fiscales et bancaires. Un tel diagnostic ne pourra être fait que lorsqu'on aura endigué tous ces phénomènes et entamé les réformes qui s'imposent pour stopper l'hémorragie. Pour l'heure, le hirak populaire porteur d'une grande volonté de changement ne peut s'offrir le luxe de considérations économiques, mais il n'en demeure pas moins que c'est là le plus grand défi auquel devront faire face ceux qui auront à présider aux destinées de l'Algérie dans l'ère de l'après-hirak.

F. H. I.

Djelfa

Une personne décédée et 30 blessées dans le dérapage d'un bus

UNE PERSONNE est morte et 30 autres ont été blessées dans le dérapage d'un bus de transport de voyageurs survenu hier matin dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris de la Protection civile. Cet accident s'est produit dans le sud de la wilaya, sur la route nationale N 1 au niveau du tronçon qui relie Djelfa à Laghouat, à hauteur du lieudit Pont Benaamane, lorsque le bus de transport de voyageurs, activant sur la ligne Ouargla-Alger, a dérapé et s'est renversé, a-t-on appris de même source. La victime décédée dans cet accident est un homme âgé de 37 ans. Les 30 blessés, âgés entre 3 et 45 ans, souffrant de blessures légères ou d'état de choc, ont reçu les premiers secours sur place, avant d'être évacués vers l'hôpital «Moudjahid Mehad-Abdelkader» pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté. Le wali de Djelfa s'est rendu à l'hôpital où ont été admises les victimes de cet accident routier pour s'enquérir de leur état et s'assurer de leur bonne prise en charge au niveau de cet établissement hospitalier. R. N.

Ouargla

Plus de 280 tonnes de courgettes exportées cette saison

Plus de 280 tonnes de courgettes vertes ont été exportées vers l'Espagne depuis le début de l'actuelle saison agricole (2018/2019) par le complexe agro-industriel «Ghemra» de Touggourt (160 km au nord de Ouargla), a-t-on appris hier de la direction du complexe. Cette quantité représente une partie de la récolte jusque-là réalisée, soit 400 tonnes, l'autre de 150 tonnes allant au marché intérieur, a indiqué le directeur du complexe, Abdelhak Kafi, qui fait état d'une «nette hausse» de la production par rapport à la saison dernière où quelque 40 tonnes seulement

de courgettes vertes avaient été récoltées. Cette hausse de production est expliquée par une maîtrise des techniques culturales par les ingénieurs et techniciens du complexe qui ont bénéficié d'une formation spécialisée d'un mois en Espagne, en plus de l'accompagnement technique de cadres espagnols pour améliorer la qualité de la récolte du complexe, destinée aux marchés européens. Aussi, cette performance a été réalisée grâce à la disponibilité de la main-d'œuvre locale (plus de 180 travailleurs saisonniers) et d'une source géothermique naturelle

(eau souterraine chaude), a fait avoir M. Kafi. L'opération d'exportation de la récolte vers l'Espagne via le port d'Oran est assurée par la société espagnole «Agrofresh», spécialisée dans la commercialisation de produits agricoles. La direction du complexe de «Ghemra» ambitionne d'accroître la production pour atteindre les 800 tonnes d'ici la fin de saison et dont la récolte se poursuit jusqu'à la fin avril, en plus de l'introduction, à l'avenir, de la culture d'autres primeurs, dont la tomate et le poivron vert, afin d'atténuer le déficit en la matière, accusé sur les marchés

locaux. Ce projet est l'un des plus «réussis» en régions sahariennes dans le domaine de la production de primeurs par l'exploitation de la géothermie des eaux de forages albiens dans la vallée d'Oued-Righ et de serres dotées d'équipements modernes de cultures hors-sol. Le complexe agricole de Ghemra, d'une superficie de 250 hectares, a été concrétisé dans le cadre d'un partenariat avec un opérateur espagnol «Alcantra-Système» d'une durée de trois ans s'étalant jusqu'à juin de l'année courante, selon la même source.

Faten D./APS

Pêche

Amélioration de la flotte et des emplois

■ La flotte de pêche nationale et la population activant dans ce secteur ont enregistré des améliorations durant l'année 2017 par rapport à 2016, a indiqué à l'APS l'Office national des statistiques (ONS).

Par Siham N.

En effet, la flottille de pêche nationale a atteint 5 485 unités en 2017 contre 5 323 en 2016, enregistrant une hausse de 3%, selon l'Office. Cette flottille est constituée de 3 562 sardiniers (en hausse de près de 166% par rapport à 2016), de 1 353 petits métiers (en baisse de 60%), de 552 chalutiers (en hausse de 0,2%) et de 18 thoniers (stagnation). Cette flottille est caractérisée par la prédominance des unités ayant une longueur de moins de 6 mètres (44% du total), alors que les navires qui dépassent ou égalent une longueur de 24 mètres ne représentent que 1,8% du



P.V.D. R.

total de la flotte. Par région, l'évolution de la flottille de pêche montre que seulement trois wilayas sur les 14 wilayas côtières ont connu un recul de leur flottille. Il s'agit de Mostaganem avec 213 unités

en 2017 contre 234 unités en 2016 (-9%), Tlemcen avec 270 unités contre 286 (-5,6%) et El Tarf avec 222 unités contre 231 (-4%).

Mais les plus importantes hausses dans la flottille nationale

de pêche ont été enregistrées par les wilayas d'Oran avec 372 unités contre 334 en 2016 (+11,4%), Boumerdes avec 492 unités contre 455 (+8,1%), Tipaza avec 823 contre 784 (+5%), Ain

Témouchent avec 394 contre 377 (+4,5%) et Jijel avec 349 unités contre 338 (+3,3%).

Création de 8 800 emplois

En 2017, la population activant dans le secteur de la pêche s'est élevée à 103 800 emplois (directs et indirects), affichant une création de 8 800 emplois, soit une évolution de 9,3% par rapport à 2016, détaille l'Office des statistiques.

La ventilation de la population maritime fait ressortir une dominance des emplois directs avec 53 921 emplois, soit 52% de la totalité de la population activant dans ce secteur, en hausse de 8,2% comparativement à 2016. Ces emplois directs sont composés de 45 877 marins pêcheurs (hausse de 9,4%), 5 449 patrons côtiers (+1,4%) et 2 595 mécaniciens (+3,1%).

Quant aux emplois indirects, ils ont totalisé 49 879 postes, en hausse de 10,4%, ajoutent les données de l'ONS.

S.N./APS

Salon international de l'agroalimentaire d'Oran

Le marché algérien est prometteur avec de grandes potentialités

De nombreux participants au salon international de l'agroalimentaire d'Oran (SIAG 2019), qui a été clôturé samedi, ont été unanimes que le marché algérien est «fertile et prometteur» au vu de ses grandes potentialités, ce qui ouvrira la voie pour investir de nouveaux marchés. Plusieurs participants au salon ont souligné l'importance d'investir dans le marché algérien, et ce en raison de son étendue et de sa position géographique, ce qui facilite son extension du point de vue économique, ainsi que de la disponibilité des matières premières et de la main d'œuvre, ce qui devra faciliter également l'investissement. Zaïd Nihad El-

Nadher, vice-président d'une société saoudienne spécialisée dans la construction de lignes de production et d'emballage pour l'eau et les jus, a souligné que «le marché algérien est fertile, prometteur et important et nous ambitionnons d'y être présents dans les plus brefs délais, dans le cadre de la coopération avec des sociétés algériennes, ainsi que la construction d'une usine, voire davantage, dans le cadre de l'investissement, et ce selon les besoins du marché algérien». Michel Moros, directeur commercial d'une société grecque de production de jus, de thé congelé et de produits aromatiques a fait part de l'intention de sa société de s'installer

en Algérie, dans le cadre du partenariat avec des sociétés algériennes, en raison de son ouverture sur les marchés arabe et africain, d'où la présence au salon de la société, qui possède trois usines en Grèce et plusieurs autres dans le monde. La société envisage également la possibilité de l'ouverture d'une usine en Algérie, a-t-il indiqué. Pour sa part, le Directeur général de la société du Moyen Orient des industries de plastique, Ahmed Kassad a fait part de son grand intérêt pour le marché algérien, en raison du taux important de consommation et de l'excellente qualité des produits industriels qui ont besoin d'emballage de qualité,

d'où l'intention de la société d'investir dans le marché algérien. Le Salon international de l'agroalimentaire a ouvert la voie aux opérateurs économiques pour avoir une idée sur les développements qui ont eu lieu dans les différents secteurs économiques en Algérie et a constitué un véritable carrefour d'échange d'expériences entre les établissements commerciaux étrangers et nationaux, selon les participants. Le salon, organisé par l'agence «Expoline», qui s'est étalé sur quatre jours, a vu la participation de plus de exposants d'Algérie et de 12 autres pays.

Yanis G.

Programme d'électrification renouvelable

La BAD alloue 20 millions de dollars à la RD du Congo

La BAD a alloué un financement de 20 millions de dollars à la République démocratique du Congo dans le cadre de son processus d'électrification. Les fonds soutiendront un programme d'électrification par mini-réseaux fonctionnant grâce aux énergies renouvelables des villes d'Isiro, de Bumba et de Genema qui jusque-là ne sont pas raccordées au

réseau électrique national. Selon la banque, ce projet-pilote permettra l'implantation de plusieurs mini-réseaux d'une capacité de production électrique comprise entre 3 et 10 MW. Ces installations alimenteront 21 200 ménages et 2 100 petites entreprises et bénéficieront à au moins 150 000 personnes. Le projet permettra l'accélération de l'accès à

l'énergie dans le pays dont le taux d'électrification est d'environ 10%, selon l'institution. En effet, seul 1% de la population rurale a accès à l'électricité, un chiffre qui passe à 35% pour les villes. Ce projet innovant vise à démontrer la viabilité et l'intérêt pour le secteur privé de financer ce type de mini-réseaux, ce qui permettra de donner naissance à un marché de

mini-réseaux électriques sur le continent, selon le vice-président de la BAD chargé de l'électricité, de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte, Amadou Hott. «Nous espérons répliquer ce modèle une fois que le projet-pilote aura fait ses preuves», a-t-il également indiqué.

Hani Y.

Chili

Le principal producteur de cuivre au monde s'installe en Equateur

Le groupe minier public chilien Codelco, le plus important producteur de cuivre au monde, et la société minière nationale équatorienne Enami sont convenus de former une coentreprise pour développer conjointement le projet minier Llurimagua dans le nord de l'Equateur. Les deux groupes ont fixé «un délai maximum de 45

jours pour signer le pacte d'actionnaires et constituer une société anonyme», en vue de la construction de cette mine de cuivre, la première de Codelco en dehors du Chili, a annoncé le géant chilien vendredi dans un communiqué. Le gisement de Llurimagua, situé à environ 80 km au nord-est de la capitale Quito, est en phase

d'exploration depuis 2011. Le projet avait été lancé en 2008 par les ministères des Mines chiliens et équatoriens. Codelco détient 49% de la coentreprise et Enami les 51% restants, selon le communiqué. Le groupe chilien, qui assure 11% de la production mondiale de cuivre, avait publié vendredi un bénéfice net de 2 mil-

liards de dollars en 2018, en chute de 30,6% en raison de provisions pour des négociations salariales et une hausse des coûts de production. Le Chili est le premier producteur mondial de ce minéral, avec une production annuelle d'environ 5,6 millions de tonnes, soit presque un tiers de la production totale. (APS)

Souk Ahras

Plus de 1,8 milliard DA pour le développement de la daïra d'Ain Zana

■ Une enveloppe financière de 1,836 milliard DA a été octroyée à la daïra d'Ain Zana (Souk Ahras) qui comprend les deux communes d'Ain Zana et Ouled Driss pour dynamiser le développement de divers secteurs et améliorer les conditions de vie de la population, apprend-on des services de la wilaya.

Par Anissa H.

Selon ces mêmes services, cette enveloppe «considérable» sera ventilée sur les divers secteurs des ressources en eau, l'éducation, la jeunesse et les sports, le raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité, les travaux publics, la poste et les technologies de l'information et de la communication. La commune d'Ouled Driss, ajoute la même source, a ainsi bénéficié de quatre opérations d'amélioration de l'accès à l'eau de la population pour 28 millions DA en plus de l'affectation de 400 millions DA pour le renforcement de l'alimentation en eau des deux communes de la daïra à partir du barrage d'Ain Dalia via le château d'eau de la cité Mezghiche de Souk Ahras confié

à l'Agence nationale des barrages et des grands transferts. Il sera procédé dans le cadre du même programme au lancement «à la fin de la semaine en cours» des travaux de fonçage de deux puits artésiens aux mechtas Zehour et Zehila parallèlement à la mise en service de l'approvisionnement en eau potable de l'agglomération El-Karia dans la commune d'Ouled Driss, a ajouté la même source. La commune d'Ain Zana a bénéficié de deux opérations mobilisant 27 millions DA, outre la réalisation de eux forages profonds aux mechtas Lemouadjene et El-Ma Lahemar et la mise en service de l'exploitation d'un forage profonds à Mechta Lefhiss pour renforcer l'alimentation en eau d'Ain Zana, est-il indiqué. Aussi, pas moins de 361 millions DA ont été en outre accordés aux travaux de



Ph. > D. R.

raccordement au réseau de gaz naturel de 1 008 foyers des mechtas de Boumesrane 1 et 2, Lemouadjene, El-Ma Lahemar, Fernane, El-Hamra, Oum Zana et Setah en plus du raccordement de 1 273 foyers de la commune d'Ain Zana pour 346 millions DA, selon la même source qui précise qu'une enveloppe financière de plus de 7 millions DA a été réservée pour relier au réseau de gaz naturel la commune d'Ouled Driss ainsi que 39 foyers des mechtas Kasr Latach, Ouled

M'hammad et Ain Lechrag. Le secteur de l'éducation a bénéficié de la programmation d'un CEM à l'agglomération El-Karia, d'une cantine à mechta Bouchehda et de la restauration de 7 écoles dont 4 à Ouled Driss et 3 à Ain Zana pour 120 millions DA. Pour le secteur des travaux publics, une opération de revêtement a été retenue pour la route de 6,5 km desservant les mechtas Lehdab, Ras El-Ouadj via Hammam Zaïd, Chaab Nouaïl et Mecharaa outre la réhabilitation

de la route entre Ain Zana et la mechta El-Ma Lahemar sur 8,5 Km, a-t-on encore détaillé. Les deux mêmes communes ont bénéficié d'un important quota de logements ruraux pour la prise en charge des cas présentant un caractère d'urgence et prioritaire en attendant l'inscription de logements de diverses formules, selon les services de wilaya qui font l'état de la réhabilitation «prochaine» de trois salles de soins des mechtas El-Karia, Kerid et Lehdab à Ouled Driss et des mechtas El-Hamra et Khiroune. La commune d'Ouled Driss verra d'autre part la réalisation d'un bureau de poste à mechta Lehdab et deux logements d'astreinte au bureau de poste du chef-lieu de commune. Deux autres bureaux de poste sont aussi projetés à Ain Zana et à mechta El Karia en plus de l'ouverture de plusieurs pistes de désenclavement de plusieurs mechtas des deux communes, est-il indiqué de même source. A. H./APS

ENIE de Sidi Bel-Abbès

Plusieurs projets en cours pour l'alimentation en énergie solaire

L'entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès connaît une extension de ses activités dans le domaine des énergies renouvelables, à travers des projets d'approvisionnement en énergie solaire dans plusieurs sites de la wilaya, a-t-on appris avant-hier du Président directeur général de cette entreprise publique. Djamel Bekkara a expliqué que l'ENIE a acquis une grande expérience dans le domaine des énergies renouvelables et a réussi à s'imposer en s'adossant sur les techniques avancées, le tout grâce à une main-d'œuvre qualifiée lui permettant de matérialiser nombre de projets d'approvisionnement en énergie solaire dans différents domaines. Un projet devant relier 57 établissements éducatifs en énergie solaire est en cours dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, a révélé le même responsable, indiquant que cette opération qui connaît une avancée notable, sera livrée à brève échéance. Un autre projet dans le domaine agricole en lien avec

l'approvisionnement en énergie solaire de 60 périmètres agricoles est également en cours de réalisation, pour répondre aux besoins de l'irrigation agricole, a ajouté le même responsable, faisant observer que ce projet permet de régler le problème du déficit en eau et partant, augmenter la production agricole.

L'entreprise nationale des industries électroniques a bénéficié également d'un autre projet pour l'éclairage public par l'utilisation de l'énergie solaire au niveau de l'autoroute Est-Ouest, à l'entrée de Tessala, en attendant la généralisation de cette opération à travers d'autres sites. Le P-DG de l'ENIE a salué le rôle

des autorités locales pour avoir répondu à un certain nombre de préoccupations d'ordre national, notamment dans l'utilisation des énergies renouvelables dans plusieurs créniaux, ce qui a permis à cette entreprise de devenir un pôle industriel d'excellence dans ce domaine.

A. O.

Bouira

Récupération de 222 hectares de superficies agricoles pour booster l'investissement

Une superficie globale de 222 hectares de terres agricoles a été récupérée dans plusieurs communes suite à une opération menée par les services de la wilaya de Bouira pour les attribuer aux investisseurs agricoles dans le cadre d'une commission spéciale chargée d'étudier les différents dossiers, a indiqué samedi à l'APS le chargé de la communication de la wilaya, Latrache Ladjel. «Cette déclaration a été faite par le wali Mustapha Limani. Il s'agit de 222

hectares de terres agricoles non exploitées auparavant, et qui ont été récupérées par les services de la wilaya pour les attribuer aux investisseurs agricoles locaux afin de booster le secteur à Bouira», a expliqué M. Latrache. Présidée par le premier magistrat de la wilaya, une commission spéciale est en train d'examiner plus de 200 dossiers introduits auparavant par des investisseurs en quête de terrains agricoles afin de réaliser leurs projets agricoles. «Cette commission comp-

te attribuer les 222 hectares à ces investisseurs et ce, selon les cahiers des charges élaborés à cet effet afin de booster l'activité agricole dans la wilaya», a précisé le même responsable. Selon les détails fournis par le chargé de la communication, les services de la wilaya attribueront ce foncier dans le cadre de l'investissement agricole, tout en obligeant les investisseurs bénéficiaires de réaliser de bonnes performances en matière de production agricole afin de répondre

aux besoins de la wilaya en matière des différents produits. La wilaya de Bouira dispose de vastes terres agricoles et de trois importants barrages pouvant lui permettre de devenir un pôle agricole par excellence notamment pour les céréales et la pomme de terre grâce aux périmètres irrigués des plateaux d'El Asnam et celui de la vallée du Sahel d'une superficie globale de 8 500 hectares.

F. Y.

Saïda

Raccordement de 55 foyers au réseau d'eau potable

Pas moins de 55 foyers disséminés à travers quatre localités de la wilaya de Saïda ont bénéficié d'une opération de raccordement au réseau de distribution d'eau potable, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau. Dans une déclaration, le directeur des ressources en

eau, Omar Ghozali, a indiqué que ces foyers raccordés la semaine dernière au réseau d'eau potable, sont répartis à travers les localités de «Ouled Mouden», «Ouled Aoued», «Ouled Chikhi» et «Ouled Amrani» relevant de la commune de Hassasna. Cette opération a permis le rac-

cordement de ces foyers sur une distance de 10 kilomètres à un réservoir d'eau, pour un coût de plus de 5 milliards DA dans le cadre de du programme sectoriel, a-t-il souligné. Selon le directeur des ressources en eau, ce projet met fin au calvaire des bénéficiaires ayant souffert long-

temps de l'absence d'un réseau d'eau potable au niveau de leurs régions enclavées. D'autres projets similaires sont en cours pour raccorder plus de 70 localités enclavées de la wilaya au réseau de distribution d'eau potable, dans le cadre de ce même programme, a-t-on ajouté. R. R.

Libye

Début à Tunis des travaux de la commission quadripartite

■ Les travaux de la commission quadripartite composée de l'Union africaine (UA), de l'ONU, la Ligue arabe et de l'Union européenne (UE) sur le dossier libyen ont débuté samedi à Tunis.

Par Farid M.

Tenue en marge du Sommet arabe prévu dimanche, cette rencontre se déroule en présence du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, du secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmad Abou Al Ghaith, du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat et de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M^{me} Federica Mogherini.

Le porte-parole du Sommet arabe, Mahmoud Khemiri avait affirmé que l'objectif de cette réunion quadripartite autour de la Libye était de «*hâter le processus de règlement de la crise qui secoue le pays, et ce, dans le cadre de l'ONU*». Pour sa part, le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, s'était entretenu avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi qu'avec son envoyé spécial pour la Libye, Ghassan Salamé. Lors de ses entretiens avec M. Salamé, le chef de la diplomatie algérienne a mis l'accent sur «*l'importance d'adopter une approche globale fondée sur le principe de non ingérence dans les affaires internes, en étant à équidistance vis-à-vis de toutes les parties libyennes*», ajoutant que le dialogue et la solution politique de la crise étaient «*la seule voie, à même de consacrer*

une réconciliation nationale et mettre fin au conflit qui sévit dans ce pays voisin et frère, afin de préserver l'unité et la souveraineté de la Libye et protéger ses institutions». Il a réitéré, en outre, «*le soutien constant de l'Algérie aux efforts de l'Envoyé spécial onusien pour la mise en œuvre du processus d'instauration de la stabilité en Libye et à son plan d'action visant à préparer la Conférence nationale inclusive en Libye*», rappelant l'importance du «*dialogue inclusif inter-libyen pour l'application du plan d'action onusien*». Par ailleurs, M. Lamamra a salué «*la tenue de la Conférence inclusive dans la ville frontalière de Ghadamès*». A noter que les travaux de la Commission se tiennent à huis clos, ces résultats devant être communiqués ultérieurement.

Une conférence de «réconciliation» en juillet

Le président de l'Union africaine, Moussa Faki, a annoncé samedi soir à Tunis la tenue en juillet à Addis Abeba d'une conférence de «*réconciliation*» entre les différentes parties libyennes afin de sortir la Libye du chaos. «*C'est une opportunité pour les Libyens*», a-t-il estimé lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion sur la Libye. Outre M. Faki, cette réunion a rassemblé le secrétaire



général de la Ligue arabe, Aboul Gheith, la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Elle était organisée à l'initiative

de la Ligue arabe en marge des travaux de la 30^e session du Sommet arabe tenue à Tunis. Selon M. Faki, «*il est grand temps que les acteurs (politiques libyens) discutent du sort de leur*

pays». Depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, la Libye est secouée par les divisions et les luttes d'influence entre milices et tribus.

F. M./Agences

Tunisie

Le parti «Ettahrir» dit vouloir instaurer le Califat

«*Le parti Ettahrir a pour objectif ultime d'instaurer le Califat, d'asseoir un Parlement qui légifère selon la loi de Dieu et de mettre en place des programmes qui rompent littéralement avec le système capitaliste, la pensée occidentale et les agents subalternes du colonialisme*», a déclaré le président du bureau d'information du parti Ettahrir, Mohamed Nasser Chouikha. «*La vision du parti est claire et ses hommes sont capables de gouverner conformément à la Charia islamique*», a-t-il indiqué à l'agence TAP en marge du congrès annuel du parti placé

sous le signe «*Révolution de la Umma : vers l'extirpation du colonialisme et l'instauration du Califat selon les voies prophétiques*». «*Notre finalité est de renverser les régimes à la solde des puissances coloniales et de mettre en place des politiques qui réhabilitent le musulman et redonnent à la "Umma islamique" sa gloire d'antan*».

Pour le porte-parole du parti Ettahrir, Abderraouf Amri, «*la liberté et la démocratie ne sont qu'illusion, en témoignent l'état de déliquescence du système capitaliste et le délitement du champ politique, lequel ne cesse*

de servir les intérêts de l'Occident aux dépens de ceux du peuple tunisien». Il ne s'agit pas de la première fois que ce parti renie publiquement l'État et affiche publiquement ses ambitions intégristes.

Pas plus tard que le 14 janvier dernier, à l'occasion de la fête de la révolution, des partisans du parti avaient manifesté au cœur de la capitale, sur l'avenue Habib Bourguiba, brandissant des drapeaux du Califat islamique.

En janvier 2017, le parti avait annoncé avoir donné des consignes à ses jeunes militants pour qu'ils ne se soumettent plus

aux ordres de la police dans le cadre d'une désobéissance sécuritaire. Son dirigeant, Mohamed Naceur Chouikh, avait refusé sur l'antenne de Jawhara FM de reconnaître, en direct, l'Etat tunisien.

Pour lui, l'Etat est juste une affaire d'ordre administratif. «*La*

Tunisie existe, oui, elle existe sur le papier», avait-il lancé. Hizb Ettahrir est un parti qui prône l'instauration de la charia (loi islamique). Il a été créé au début des années 1980 et n'a été légalisé qu'en 2012.

Farid M./Agences

Nouvelles augmentations des prix du carburant

LE MINISTÈRE de l'Industrie, des petites et moyennes entreprises a annoncé samedi soir une majoration des prix des carburants. Il a précisé dans un communiqué rendu public samedi soir qu'au vu de l'augmentation continue des prix du pétrole et ses dérivés sur le marché mondial avec un prix du baril du pétrole brut dépassant dernièrement les 68 dollars et sur la base du mécanisme de régulation périodique des prix des carburants en vigueur depuis juillet 2016, il a été décidé d'apporter une majoration partielle des prix au public à partir de minuit comme suit : essence sans plomb (super) : une augmentation de 80 millimes, le nouveau prix étant désormais fixé à 2,065 millimes pour le litre. Gazoil sans soufre : une augmentation de 80 millimes, le nouveau prix étant porté à 1 825 millimes pour le litre. Gazoil ordinaire : une augmentation de 90 millimes, le nouveau prix étant fixé à 1 570 millimes pour le litre. Le ministère de l'Industrie fait savoir que le prix des bonbonnes de gaz liquéfié n'a pas été modifié, ajoute le communiqué.

A. O./Agences

Lutte contre la migration illégale L'UE accorde 25 millions d'euros à la Mauritanie

L'UNION européenne a accordé à la Mauritanie un financement de 25 millions d'euros destiné à accroître les capacités du gouvernement pour la mise en œuvre de sa stratégie de croissance accélérée et renforcer la lutte contre l'immigration illégale, ont rapporté des médias locaux. Ce financement a été alloué dans le cadre d'une convention, signée vendredi à Nouakchott, entre le ministre mauritanien du Budget Mohamed Ould Kembou et le directeur général de la coopération internationale et du développement à la Commission européenne, Stefano Manservigi, ont ajouté les mêmes sources. Le représentant de la Commission européenne a souligné, à cette occasion, que cette convention allait «*renforcer significativement la coopération de la Commission européenne avec la Mauritanie à travers la réintroduction de la modalité d'appui budgétaire*», ont poursuivi les médias locaux. «*La Mauritanie et l'Union européenne ont des partenariats stratégiques dans plusieurs domaines, dont celui du contrôle des flux de migration irrégulière et de la stabilisation sécuritaire face aux menaces terroristes et aux trafics illicites comme la drogue*», a-t-il fait savoir encore M. Manservigi.

R. M.



Ghaza

Israël rouvre les points de passage après six jours de fermeture

■ Israël a rouvert hier les points de passage vers Ghaza, sur fond de négociations en vue d'une trêve, après six jours de fermeture liée au tir d'une roquette sur son territoire et à une nouvelle montée des tensions avec le Hamas.

Cette décision, annoncée par une porte-parole du ministère de la Défense, a été prise malgré cinq tirs de roquettes depuis la bande de Ghaza vers Israël dans la nuit de samedi à hier, qui ont provoqué en représailles des tirs de chars israéliens sur des positions du Hamas, mouvement au pouvoir depuis 2007 dans l'enclave palestinienne. Les échanges de feu n'ont pas fait de victime, ont précisé l'armée et des témoins à Ghaza. Le point de passage d'Erez, pour les personnes, et celui de Kerem Shalom, pour les marchandises, avaient été fermés lundi dernier après qu'une roquette tirée de la bande de Ghaza s'est abattue sur une maison dans le centre d'Israël, faisant sept blessés légers. La réouverture des points de passage intervient au lendemain de rassemblements de dizaines de milliers de Ghazaouis le long de la frontière entre l'enclave palestinienne et Israël, hermétique et lourdement gardée par l'armée israélienne. Des heurts qui ont éclaté avec les soldats israéliens ont fait quatre morts et des centaines de blessés palestiniens, sans atteindre toutefois l'intensi-

té susceptible de provoquer l'escalade redoutée. Les Ghazaouis étaient appelés à marquer le premier anniversaire d'une mobilisation contre le blocus imposé par Israël depuis plus de dix ans sur l'enclave, et pour le droit au retour sur les terres qu'eux-mêmes ou leurs parents ont fuies ou dont ils ont été chassés à la création d'Israël en 1948. Au moins 262 Palestiniens ont été tués depuis le début du mouvement, appelé «Grandes marches du retour», au cours des manifestations ou dans des frappes israéliennes de représailles à des actes hostiles en provenance de l'enclave sous blocus. Deux soldats israéliens ont été tués. Après des semaines de tensions et dans un contexte compliqué par l'approche des législatives israéliennes le 9 avril, cet anniversaire a suscité de vives craintes qu'un nouveau conflit éclate avec l'Etat hébreu. L'armée israélienne avait déployé des milliers de soldats et des dizaines de tireurs d'élite, ainsi que des chars et de l'artillerie. Hier, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a réaffirmé que son pays restait «préparé à une opération de grande envergure» à Ghaza. «J'ai donné



l'ordre de laisser les forces de l'armée en alerte, nous sommes préparés à toute éventualité, y compris à une opération de grande envergure», a-t-il déclaré lors d'une cérémonie à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv pour

accueillir le président brésilien Jair Bolsonaro. Israël avait envoyé ces derniers jours des renforts autour de l'enclave. L'Egypte, intermédiaire traditionnel entre le Hamas et Israël qui se sont livrés trois guerres

depuis 2007, s'emploie à instaurer une trêve durable alors que le mouvement islamiste palestinien et l'Etat hébreu passent tous deux pour réticents à un nouvel affrontement et sont sous pression. Le Hamas a fait face récemment à des manifestations contre le marasme économique à Ghaza, enclave coincée entre Israël, Egypte et Méditerranée et éprouvée par les conflits, la pauvreté et l'enfermement. Les rassemblements ont été sévèrement réprimés. Quant au Premier ministre israélien, au pouvoir depuis une décennie mais confronté à une forte concurrence aux législatives, il est accusé par ses adversaires de faiblesse face au Hamas, mais ne veut pas s'engager dans une nouvelle guerre avant les élections. Le Hamas cherche dans les tractations à alléger le blocus israélien. Israël justifie le blocus par la nécessité de contenir le Hamas et réclame au préalable le retour au calme le long de la frontière. **Rosa C.**

Turquie

Scrutin difficile pour Erdogan en pleine tempête économique

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a fait face hier à des élections municipales à haut risque en pleine tempête économique, après avoir fait une campagne harassante pour éviter le séisme d'une défaite à Ankara ou Istanbul. Les bureaux de vote ont ouvert à 07h00 (04h00 GMT) dans plusieurs villes de l'est de la Turquie puis une heure plus tard dans le reste du pays, ont constaté des correspondants de l'AFP. A un moment où la Turquie est confrontée à sa première récession en 10 ans, une inflation record et un chômage en hausse, ce scrutin a valeur de test pour M. Erdogan qui a remporté toutes les élections depuis l'arrivée au pouvoir de son parti, l'AKP, en 2002. Si M. Erdogan affirme que «la survie de la nation» est en jeu, appelant à «enterrer dans les urnes» les ennemis du pays, l'opposition appelle à profiter de ce dernier scrutin avant 2023 pour sanctionner la politique économique du pouvoir. Signe de l'importance de ces élections locales à ses yeux, le président âgé de 65 ans s'est lancé à corps perdu dans la campagne, tenant 102 meetings en 50 jours. Vendredi et samedi, il a prononcé pas moins de 14 discours à Istanbul. Si le chef de l'Etat a autant mouillé la chemise, c'est parce qu'une défaite «torpillerait le mythe d'invincibilité» dont il jouit, souligne Emre Erdogan, professeur à l'université Bilgi d'Istanbul. Hier, les électeurs devaient élire leurs maires, conseillers municipaux et chefs de quartier («muhtar»). Une

attention particulière sera portée aux 30 municipalités métropolitaines qui constituent le poumon économique du pays, avec plusieurs batailles serrées comme à Bursa (nord-ouest) et Antalya (sud). Mais les regards seront surtout rivés sur Ankara, la capitale, et sur Istanbul, cœur économique et démographique du pays, où l'hégémonie de l'AKP et de ses prédécesseurs islamistes, qui dure depuis 25 ans, est aujourd'hui menacée. Pour éviter une défaite humiliante à Istanbul, sa ville natale dont il a été maire de 1994 à 1998, M. Erdogan a dépêché l'ancien Premier ministre Binali Yildirim. A Ankara, où le président a envoyé un ancien ministre, la situation semble plus compliquée, des sondages donnant une avance franche au candidat de l'opposition, Mansur Yavas. Conscient que l'inflation d'environ 20% a durement frappé les Turcs, M. Erdogan a demandé aux maires d'Istanbul et Ankara d'ouvrir leurs propres étals de fruits et légumes vendus à prix cassés. Mais plutôt que de s'attarder sur les difficultés économiques, qu'il impute à une «opération de l'Occident», il a surtout fait campagne sur le terrain sécuritaire, décrivant un pays cerné par la menace terroriste et les puissances hostiles. Hier, il ne s'agira «pas du prix de l'aubergine, de la tomate ou du poivron», a lancé M. Erdogan lors d'un meeting à Istanbul samedi. «Ce sont des élections pour la survie du pays !», «J'ai 57 ans, et je crois que c'était la pire (campagne),

c'est comme si nous allions à une bataille», déplore Gonul Aydemir, une électricienne croisée dans un bureau de vote à Istanbul. «Mais ce n'est pas le cas, ce n'est qu'une élection, le droit des gens à la démocratie». Pour galvaniser la base conservatrice de l'AKP, M. Erdogan a également affirmé qu'il convertirait en mosquée la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul, actuellement un musée. Hier, deux coalitions s'affronteront : d'un côté, l'AKP de M. Erdogan et ses alliés ultranationalistes du MHP. De l'autre, les sociaux-démocrates du CHP et le parti de droite Iyi. Ces derniers sont soutenus par les prokurdes du HDP qui n'ont pas présenté de candidat à Istanbul et Ankara pour éviter une dispersion des voix anti-Erdogan. Pour Mine Ince, partisane du président interrogée par l'AFP lors d'un récent meeting à Istanbul, pas question de voter contre M. Erdogan malgré les déboires économiques : «Nous serons toujours derrière lui», dit-elle. La campagne pour ce scrutin, le huitième d'un épuisant cycle électoral entamé en 2014, a une nouvelle fois été marquée par la brutalité des discours. M. Erdogan accusant par exemple ses opposants d'être liés au «terrorisme». Les conditions de campagne ont par ailleurs manqué d'équilibre: les télévisions ont retransmis intégralement les interventions quotidiennes de M. Erdogan, accordant peu de place à l'opposition.



Impuissance

Fermeté

Par Fouzia Mahmoudi

Après une année et demie de silence, Nicolas Sarkozy est sorti de l'ombre à l'occasion du mouvement de contestation d'ampleur des «gilets jaunes». Emmanuel Macron aurait en effet fait appel à lui pour lui demander conseil. La relation entre les deux hommes était selon tous les témoins, non seulement cordiale mais chaleureuse. Mais depuis quelque temps la relation inattendue entre l'actuel président et l'ex-chef d'Etat s'est détériorée. La raison : la crise des «gilets jaunes». Nicolas Sarkozy avait pourtant prévenu l'actuel président de la République lors d'un déjeuner le 7 décembre dernier. Aujourd'hui, il ne comprend pas le chaos qui règne dans le pays et condamne l'incapacité de l'Exécutif à restaurer l'ordre. La mise en place du grand débat national voulu par Emmanuel Macron a surpris Nicolas Sarkozy. Il le voyait comme un homme d'Etat qui avait l'habitude de «cheffer» et de trancher. En prenant cette option, il a perdu du temps. Il ne comprend pas non plus les départs à répétition au sein du gouvernement de ses conseillers alors que lui les avait tous gardés pendant son mandat de cinq ans. Même constat devant la multiplication des actes antisémites. Nicolas Sarkozy est clair : «Macron doit agir pour restaurer l'autorité», explique le quotidien. «L'Etat doit répondre. Je suis sûr qu'il le fera. Mais il faut le faire maintenant et avec une fermeté extrême», fustige Nicolas Sarkozy. Certains élus affirment que l'ancien président «a considérablement durci le ton ces derniers temps à l'encontre d'Emmanuel Macron». A-t-il été influencé par certains membres des Républicains qui voyaient d'un mauvais œil le rapprochement entre Emmanuel Macron et lui ? «Ça peut être dangereux cette proximité avec Emmanuel Macron. Il vous utilise», l'avait mis en garde un élu LR, inquiet que l'Élysée s'en serve pour diviser la droite. «Ça démontre aussi notre capacité à adresser un message à cet électeur, s'il faut rassembler...», avait alors rétorqué Nicolas Sarkozy, qui imaginait une défaite d'Emmanuel Macron. Quelques mois plus tard, il est de plus en plus sûr de lui : «Ça finira mal». «À un moment ça va se retourner, et la droite devra être prête». Ainsi, en perdant le soutien de l'ex-président de droite, Emmanuel Macron continue de voir le rang de ses alliés fondre, le laissant encore plus à découvert et surtout faisant de lui une cible d'autant plus facile pour ses détracteurs dont la liste ne cesse de s'allonger. **F. M.**



Artistes

Un spectacle de rue spontané organisé à Alger

■ Une cinquantaine d'artistes, entre musiciens, cinéastes et comédiens, se sont rassemblés samedi en fin de matinée à Alger, à la faveur d'un spectacle de rue baptisé «*Waqfa fenniya*» (sit-in artistique).

Par Adéla S.

Cette action artistique est conçue par ses promoteurs comme une «*participation des artistes aux manifestations populaires*» qui se tiennent dans toute l'Algérie depuis plus d'un mois, pour «*se réapproprier l'espace public*» et «*porter l'art au plus près des citoyens*». Les musiciens participants ont opté pour une grande fanfare de rue composée d'instruments à vent et de percussion sur la placette de la Grande-Poste pour interpréter l'hymne national, des chants patriotiques revisités, et un grand nombre de chansons engagées cristallisant les revendications de «*liberté*», de «*changement radical du système*» et qui



connaissent un grand succès sur la Toile depuis plus d'un mois. Mené par le saxophoniste Mehdi Djama, chef d'orchestre du collectif, des artistes, comme Djam, Salima Abada, Samir Merabet et le groupe El Dey ou encore Amine Chibane, ont pris part à ce spectacle interprétant des chansons comme «*Youm El Châab*», une version revisitée du célèbre

chant des partisans italiens, «*Bella ciao*», ou encore «*Manwellich Ellour*» du groupe El Dey. Plusieurs comédiens et cinéastes ont également participé à ce rassemblement qui attiré de nombreux de passants dans le quartier. Cette action se veut comme une contribution des artistes, «*partie intégrante de la société au mouvement popula-*

ire», expliquent des participants qui voudraient aussi souligner «*la nécessaire réappropriation de l'espace public par le citoyen et l'artiste*». Depuis un mois, des artistes, constitués en groupes, organisent des débats publics sur le parvis du Théâtre national Mahiedine-Bachtarzi pour discuter de la situation politique actuelle, des récentes manifestations et

des conditions de travail de l'artiste. A chaque rassemblement, musiciens, cinéastes, acteurs, écrivains et techniciens, saluent «*le caractère pacifique*» des manifestations et appellent les artistes à s'investir dans le mouvement, considérant l'art comme «*le meilleur moyen de lutte contre toute forme de violence*». **A. S./APS**

France/Édition

La ficelle des gros chiffres pour mieux vendre les lettres

Ce n'est pas parce qu'un auteur a beaucoup vendu son précédent livre que le nouveau est bon...

Y'en a marre de l'argument marketing du nombre (de ventes, de lecteurs) pour lancer ou relancer un écrivain...

«*Val McDermid, l'auteure aux 15 millions d'exemplaires ven-*

du» ; «*Emilie Scheppe, plus de 1,5 million de livres vendus dans le monde*» ; «*Par l'auteur de la série phénoménale Oscar Pill, 300 000 exemplaires vendus*», «*Zoé Shepard, déjà 400 000 lecteurs*» (sic) ; «*3 millions d'exemplaires vendus, la nouvelle impératrice du roman d'évasion*» : liste non exhaustive de bandeaux

ornant certains nouveaux romans de ce trimestre, prompts à brandir l'argument du nombre (tout rond) pour attirer l'attention. Un argument qui n'est pas nouveau, tant s'en faut. Mais il semblait passé de mode après avoir explosé au début des années 2000, dans une surenchère qui confinait au ridicule. D'autant

que ces chiffres de vente restent invérifiables, l'édition ayant le goût du flou, voire du secret. Hélas, les services marketing ont (re)pris du poil de la bête et remis la pratique au goût du jour. Forcément, la concurrence est rude, à hauteur d'une surproduction délirante. Les ventes s'essouffent et sont concentrées sur

une poignée de best-sellers. Du coup, il faut bien se décarcasser pour les seconds couteaux.

En l'occurrence, des auteurs en perte de vitesse, qui n'arrivent pas à percer en France, ou qui changent de registre et de maison d'édition. Telle Zoé Shepard, ex-fonctionnaire ayant connu un succès notable avec «*Absolument dé-bor-dée !*», essai paru en 2010 chez Albin Michel, d'où les «*400 000 lecteurs*» sortis du chapeau par son nouvel éditeur, Stock, pour lancer son premier roman (noir). Idem avec l'Écossaise Val McDermid, dont les polars ont connu leur heure de gloire, au Masque et chez Flammarion. Une notoriété clamée haut et fort par Les Arènes, qui publient aujourd'hui ses «*Scènes de crime*». Le lecteur est prié de suivre.

Il a aussi le droit de se demander si le compte est bon... **Delphine Peras**

Portrait

L'écrivain italien Erri De Luca passe aux aveux

Dans «*Le Tour de l'oie*», roman autobiographique, l'auteur napolitain confesse ses faiblesses et ses forces, et l'importance de son éducation dans ses engagements.

Au-dessus du stand de Gallimard, en ce week-end de Salon du livre parisien, trône un immense portrait lumineux d'Erri De Luca. «*C'est comme une photo signalétique, comme si j'étais recherché*», s'amuse l'auteur italien préféré des Français, présent dans les librairies avec un «*tract*», «*L'Europe, mes mises à feu*» et un petit livre autobiographique, «*Le Tour de l'oie*», aussi dense que riche. Il y passe aux aveux d'ailleurs, devant son fils de papier, celui qui lui est apparu en songe, la seule personne qui, dit-il, a le droit de le juger. Une vie en accéléré, à l'épure : «*Mes phrases ne sont pas plus longues que le souffle qu'il faut pour les dire, la respiration arrive avec le point. L'espace entre deux paragraphes correspond, lui, à une interruption plus ample,*

la prise d'un café par exemple», énonce, demi-sourire aux coins des lèvres, le grand Erri. Pour les interruptions entre deux livres, c'est en montagne qu'il faut aller chercher cet alpiniste confirmé – il vient d'enchaîner six volcans en Equateur et savoure déjà son retour au Népal, en septembre prochain. Il aura alors 69 ans.

Corps sec, main rugueuse, chaussures de campagnard, Erri

De Luca le Napolitain n'a plus délaissé la montagne depuis la montée du Vésuve, petit garçon, en compagnie de son père, soldat dans les chasseurs alpins pendant la guerre. «*C'est un exercice physique d'isolement, je me détache du sol, je me procure un désert*», explique l'auteur de Montedidio, prix Femina étranger 2002. Isolement, le maître mot est lâché. «*J'ai grandi*

dans une chambre qui était la librairie de mon père, tapissée de livres, la chambre la plus silencieuse de tout Naples. J'y ai appris l'isolement». Une expertise renforcée par dix-huit années de vie ouvrière aux gestes répétitifs. Ainsi, lorsqu'il travaillait avec un marteau-piqueur, le corps tremblait mais la tête était ailleurs.

Marianne Payot

Musique

Malik Djoudi a-t-il du caractère ?

Pour son second album de pop-électro «*Tempéraments*», ce Poitevin révèle une personnalité entre ombres et lumières. Etienne Daho est un de ses premiers fans.

On avait déjà repéré le premier album de Malik Djoudi. Publié il y a deux ans, Un est un petit bijou de pop-synthétique porté par sa voix androgyne, sa part «*hypersensible*», qui le ramène «*à l'enfance et à l'insouciance*», comme il nous l'avait alors expliqué. Avec *Tempéraments*, ce Poitevin de 37 ans, confirme notre impression initiale enthousiaste. Enregistré entre Poitiers, Paris, la station bal-

néaire de Margate, la nouvelle Mecque de la pop anglaise fréquentée par Metronomy, Gorillaz et The Libertines, ce second disque fait se rencontrer un style magnétique et une sensualité aquatique, une écriture minimaliste et l'émotion des profondeurs. Il y a le bleu de l'inquiétude à la Christophe mais aussi beaucoup de lumière et de douceur dans ses douze chansons où il raconte tour à tour les ténèbres (Epouser la nuit), l'angoisse (Belles sœurs), l'irrationnel dans les relations humaines (Folie douce). Après avoir tâtonné dans la musique d'animation et de spec-

tales de danse, Malik Djoudi a trouvé sa grammaire sonore qui fait l'unité entre toutes ses identités : son père est français et sa mère vietnamo-algérienne. D'ailleurs c'est à la suite d'un voyage au pays de sa grand-mère – elle l'a élevé avec sa mère –, qu'il a fini par se mettre à son compte et adopter le français dans son chant. A noter la présence d'Etienne Daho dans le duo «*A tes côtés*». Le chanteur de Pop Satori a toujours été à l'écoute de nouveaux talents susceptibles de reprendre son flambeau. Malik Djoudi est une excellente recrue. **Pascale Tournier**



MC Oran

Le wali accuse les dirigeants

LE MC ORAN, qui vient de subir une élimination amère en Coupe d'Algérie et lutte actuellement pour son maintien en Ligue 1 professionnelle de football, paye les frais de sa mauvaise gestion, a déploré samedi le wali d'Oran. «On sait tous que la quasi-totalité des clubs algériens souffrent de problèmes financiers, alors qu'au MCO ce problème ne se pose nullement en cette fin de saison, et si l'équipe n'a pas réussi à atteindre ses objectifs, c'est parce qu'elle est mal gérée», a déclaré Mouloud Cherifi à la presse, en marge d'une visite d'inspection aux chantiers du complexe sportif en cours de réalisation à Bir El Djir (est d'Oran). Le MCO avait une occasion en or pour valider son billet pour le dernier carré de la Coupe d'Algérie jeudi passé, à l'occasion de la réception du CS Constantine en quart de finale retour (aller : 1-1), mais l'équipe a été éliminée aux tirs au but (5-4) après s'être contentée d'un nul (1-1) lors du temps du match. Le wali d'Oran avait rendu visite aux joueurs la veille de la rencontre pour les motiver, tout en leur promettant des primes alléchantes en cas de qualification. «En tant qu'autorités locales, nous avons fait tout notre possible pour aider le club à relever le défi. Nous avons parfois même dépassé nos prérogatives car il s'agit d'un club professionnel dont la société sportive qui le chapeaute est gérée par le code de commerce. Nous allons déployer d'autres

efforts pour l'aider à surpasser cette conjoncture difficile qu'il traverse», a encore promis Cherifi. A propos de l'avenir du protocole d'accord signé par le club avec l'entreprise «Hyproc» (filiale de Sonatrach), en vue de reprendre le MCO en fin de saison, le même responsable a rassuré que l'engagement de cette entreprise spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures ne sera jamais remis en cause. Il a précisé, dans ce registre, que les responsables d'Hyproc ont déjà contribué à la belle santé financière que connaît le MCO, «mais on ne peut pas leur demander plus à l'heure actuelle», a-t-il conseillé. Affichant son optimisme quant aux possibilités des «Hamraoua» d'assurer leur maintien parmi l'élite, le wali a appelé la famille mouloudéenne à «se mobiliser et laisser de côté les divergences dans l'intérêt du club». «Il s'agit du seul moyen pour permettre au MCO d'éviter une mauvaise surprise en fin de saison, sachant que dans la famille du club il existe d'anciens dirigeants ayant de l'expérience requise pour faire face à cette situation délicate que traverse l'équipe», a-t-il encore dit. Avant six journées de la clôture du championnat, les gars d'El Bahria occupent la 11^e place au classement avec 25 points, distançant de deux unités seulement le 14^e et troisième potentiel reléguable le CR Belouizdad, mais avec 1 match en moins contre deux pour les Belouizdadis.

Championnat national de printemps de voile 95 véliplanchistes au rendez-vous

QUATRE-VINGT-QUINZE véliplanchistes (garçons et filles), représentant 21 clubs, seront engagés dans le Championnat national de printemps (série Optimist), prévu du 31 mars au 2 avril 2019 à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques de Bordj El Bahri, et qui sera ouverte uniquement aux athlètes de moins de 15 ans.

«Les 21 clubs engagés relèvent de sept Ligues de wilaya, à savoir : Alger, Oran, Mostaganem, Tipaza, Skikda, Béjaïa et Tizi-Ouzou», a détaillé à l'APS Redouane Abbès, directeur de l'organisation sportive à la Fédération algérienne de voile (DOS/FAV). La compétition débutera «exceptionnellement

l'après-midi», a ajouté la même source, en expliquant que cette reprogrammation a été décidée «pour permettre aux clubs algérois, qui ne rejoindront Bordj El Bahri que dimanche, après avoir disputé le Championnat de la wilaya d'Alger» à Ain Bénian. L'Ecole des sports nautiques et subaquatiques a abrité dernièrement le Championnat national de printemps des spécialités Bic-Techno et Laser 4.7 (garçons et filles), qui avaient connu une large domination des clubs algérois.

Ces derniers avaient raflé en effet trois titres sur les six possibles pendant les quatre jours sur lesquels s'était étalée la compétition.

Championnat d'Afrique de lutte (5^e j /seniors)

L'EN décroche 10 médailles

LA SÉLECTION algérienne de lutte senior (gréco-romaine et féminine) a remporté dix médailles (3 or, 5 argent et 2 en bronze), samedi soir lors de la cinquième journée des Championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine) qui se déroulent du 26 au 31 mars à Hammamet en Tunisie. Chez les messieurs, les trois médailles d'or sont l'œuvre d'Abdelkrim Fergat (55 kg), Tarek Aziz Benaïssa (72 kg) et Adem Boudjemline (97 kg), alors que Sid Azara Bachir (87 kg), Laoui Abdennour (60 kg), Abdelkrim Ouakali (82 kg) et Hichem Kouchit (130 kg) se sont contentés de l'ar-

gent. Akrem Boudjemline (77 kg) a pris la médaille de bronze. De leur côté, les athlètes Lamia Chemlal (55 kg) et Kheira Chaimaa Yahiaoui (50 kg) ont décroché respectivement les médailles d'argent et de bronze. A l'issue de la cinquième journée de rendez-vous africain de Hammamet, le total de la récolte algérienne s'élève à 45 médailles (12 or, 19 argent et 14 en bronze). Vendredi, la sélection algérienne de la lutte libre (juniors) a décroché avec brio la première place par équipes avec un total de 150 points, devant l'Egypte (145 pts) et l'Afrique du Sud (131 pts). La sélection algérienne des juniors

(gréco-romaine, lutte libre et féminine) a terminé ainsi la compétition avec un total de 17 médailles (6 or, 7 argent et 4 en bronze), alors que son homologue cadets/cadettes avait décroché 18 médailles (3 or, 7 argent et 8 en bronze). La dernière journée d'hier a été consacrée aux tours préliminaires et finales de la lutte libre seniors. Cinquante-six athlètes des sélections algériennes des luttes associées cadets, juniors, seniors et féminine (garçons et filles) prennent part au rendez-vous africain de Hammamet (Tunisie).

Equipe nationale

De fortes récompenses pour remporter la CAN

■ La FAF semble décidée à mettre les moyens pour tenter d'aller le plus loin possible en Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2019) qui se jouera en juin prochain en Egypte.



Les coéquipiers de Mahrez bien motivés

Par Mahfoud M.

En effet, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, ne se contente pas d'être le seul à avoir l'ambition (démessurée ou pas ?) de remporter le sacre africain, puisque les dirigeants de la Fédération semblent aussi conscients du fait qu'il faille jouer le tout pour tout et aller le plus loin possible. Ainsi, les dirigeants de la FAF auraient eu des discussions assez serrées avec certains sponsors avant ce rendez-vous important de la CAN pour garantir des récompenses importantes aux joueurs au cas où l'EN pour-

rait décrocher le sacre. Le sponsor maillot, le géant allemand Adidas, aurait proposé ainsi une récompense de 300 000 euros aux joueurs au cas où ils assureraient ce sacre. C'est une récompense qui devrait réjouir les coéquipiers de Mahrez et qui se sacrifieront pour tenter de réussir ce sacre même si ce ne sera pas facile vu qu'il y aura de nombreux concurrents qui souhaitent aussi remporter cette compétition. Le problème financier ne sera donc pas posé et les joueurs devraient se concentrer uniquement sur le terrain et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remporter cette

compétition. Par ailleurs, la FAF qui a signé un contrat de sponsoring avec le constructeur automobile Kia, pourra aussi ramener d'autres ressources financières pour proposer des récompenses très importantes aux joueurs qui n'auront plus droit à l'erreur et devront tout donner sur le terrain. Pour ce qui est de la préparation du tournoi africain, on apprend que le sélectionneur national s'active à mettre en place un programme de préparation qui lui permettra d'apporter les derniers réglages pour être prêt pour ce rendez-vous.

M. M.

Coupe d'Algérie 2019 (1/4 de finale/retour)

La JSMB au dernier carré

La JSMB Béjaïa a rejoint le CR Belouizdad, le CS Constantine et l'ES Sétif dans le dernier carré de la Coupe d'Algérie de football, en éliminant, à la surprise générale, le Paradou AC dans le dernier quart de finale, disputé samedi au stade Omar-Hamadi (Bologhine), grâce au but à l'extérieur, qui compte double en cas d'égalité sur l'ensemble des deux matchs (aller/retour). Le

club de Yemma Gouraya, tenu en échec (0-0) au match «aller» à Béjaïa a réussi en effet à imposer aux Pacistes le score d'un but partout au match «retour». Les choses avaient pourtant bien démarré pour les Jaune et Bleu, qui avaient ouvert le score dès la 36' grâce à Adem Zorgane, avant de concéder l'égalisation devant Djelloul Daouadji (49'). Le vainqueur de l'édition 2008 contre le WA

Tlemcen, rejoint ainsi le CR Belouizdad, le CS Constantine et l'ES Sétif en demi-finales, alors que le Paradou sort avec la satisfaction d'avoir atteint le stade le plus avancé dans cette épreuve populaire depuis sa création. L'ES Sétif a été le premier des quatre clubs qualifiés à valider son billet pour les demi-finales, en écartant l'USM Annaba (4-0) au stade du 8-Mai-1945, alors qu'il avait perdu (2-0) au match «aller». L'Aigle noir a été rejoint plus tard par le CR Belouizdad et le CS Constantine, ayant dominé respectivement le NA Hussein-Dey et le MC Oran. Battu au match aller (1-0), le CRB avait réussi à renverser la vapeur au match retour disputé jeudi, en s'imposant (3-1) face aux Sang et Or, alors que dans l'autre quart de finale, le CSC s'en était remis aux tirs au but pour se défaire du MCO (5-4), après s'être neutralisé avec lui, aussi bien à l'aller qu'au retour, et sur le même score d'un but partout.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Perturbation dans l'alimentation en eau potable

■ L'alimentation normale en eau potable de la ville de Béjaïa et certaines localités qui en étaient partiellement alimentées reprend peu à peu son cours normal après les travaux de réparation de la conduite principale 700 mm dont l'eau est puisée depuis la source bleue dans la région de Kherrata.

Par Hocine Cherfa

Altérée par les crues de Oued Aguerioune suite aux dernières perturbations climatiques, la réparation de cette conduite n'a débuté que vers la fin de la semaine dernière soit, une fois le niveau des crues de Oued Aguerioune s'est amenuisé. Des équipes techniques de l'Algérienne des eaux (ADE) ont pu intervenir sur cette conduite en procédant à sa réparation pour garantir la reprise régulière de l'alimentation en eau potable de la ville de Béjaïa et les localités concernées. L'alimentation en eau potable était, depuis, assurée à raison d'un jour sur deux dans tous les quartiers du chef-lieu de la wilaya. Selon un récent communiqué de l'Algérienne des eaux, (unité de Béjaïa), «la perturbation va durer jusqu'à la reprise de l'activité totale de Lainser Azegzaw (source bleue). Ces pannes récurrentes sont de nature à irriter les citoyens de la région d'autant que nous sommes à deux doigts de la saison estivale. Pour rappel, il y a un peu plus d'un mois, une panne similaire avait été enregistrée causant une perturbation dans l'alimentation en eau de la ville de Béjaïa. Les réparations entreprises depuis n'ont visiblement rien changé puisque il a suffi de quelques précipitations et d'une montée des eaux pour que la panne réapparaisse avec tous les désagréments que celle-ci a provoqués sur la distribution de l'eau au chef-lieu de Béjaïa et d'autres localités de la wilaya. Pourtant à chaque fois, tous les moyens sont mobilisés par l'ADE de Béjaïa. Cependant, une solution définitive doit être trouvée à ce problème. Un projet de sécurisation de cette conduite est en perspective. Il s'agit d'éloigner la condui-

te de l'eued ; toutefois, celui-ci va sûrement s'éterniser.

Pour rappel, il y a moins de deux mois, une délégation du ministère des Ressources en eau s'est déplacée à Béjaïa à la suite d'un rapport détaillé du wali sur les insuffisances relevées dans le secteur de l'eau dans la wilaya et des décisions avaient été prises pour mettre fin aux perturbations enregistrées. La délégation qui avait inspecté la conduite d'eau DN700, desservant plusieurs localités de la wilaya à partir de la source bleue, endommagée en raison des crues, avait décidé de réaliser une nouvelle conduite à la place de l'ancienne sur 18 km entre la source bleue et Souk El-Tenine, afin de mettre fin aux ruptures récurrentes. La concrétisation des décisions prises se fait toujours attendre. Les habitants qui sont confrontés de manière permanente à ce genre de soucis doivent prendre leur mal en patience et recourir au système «D» ceci en se rabattant sur le remplissage de citernes et jerricans. Par ailleurs, l'alimentation en eau potable de plusieurs localités de la vallée de la Soummam devait être également perturbée suite à des travaux de réparation qui devaient être menés sur la conduite principale de transfert d'eau potable depuis le barrage Tichi-Haf au niveau de Takarietz. L'Algérienne des eaux (unité de Béjaïa) a dû informer ses abonnés et citoyens de cette situation et a même demandé des excuses. Entre autres communes qui devaient être touchées il y a Souk Oufella, Chemini, Sidi-Aïch, Fenaïa, Timezrit, Feraoune, Semaoune, Béni Djellil, El-Kseur, Amizour, Barbacha, Oued-Ghir et Béjaïa. Cependant, les travaux de réparation ont été reportés.

Hocine Cherfa

Il voulait se rendre en Tunisie

Ali Haddad arrêté au poste frontalier d'Oum Tboul

LE PATRON de l'ETRHB, Ali Haddad, a été intercepté dans la nuit de samedi à dimanche, au niveau du poste frontalier d'Oum Tboul (wilaya d'El Tarf), alors qu'il se dirigeait vers la Tunisie, ont rapporté hier, des médias citant une source sûre. Alors que nous mettons sous presse, l'expert du FCE se trouvait au niveau de la police des frontières. Les policiers, croit-on savoir, attendent des instructions pour savoir si Ali Haddad fait l'objet d'un signalement à la frontière ou d'une mesure d'interdiction de sortie du territoire. D'autres sources affirment que l'homme d'affaires a été arrêté en application de l'interdiction de sortie du territoire national dont il faisait l'objet. Le patron du groupe ETRHB devait être pourrât être



conduit vers Alger dans les heures ayant suivi son interpellation, rapportent des médias.

Ahmed H.

Poisson d'avril



Louis

Djalou@hotmail.com

Media Star 13^{ème} Édition

Journalistes...
Dévoilez vos talents !

ooredoo

عيش الإنترنت



Plus d'informations sur : www.ooredoo.dz Rubrique Media Star